**Forum syndicats-Comité d’aide au développement (CAD), décembre 2015**

**D’où nous venons**

Conclusions du dernier Forum syndicats-CAD, en 2014 :

<http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/summary_tu-dac_forum_final_logos.pdf>

Il ressort du dialogue entre les délégué(e)s du CAD et les représentant(e)s syndicaux un large consensus sur la nécessité d’aborder le développement économique de façon à n’exclure personne et à faire participer de nombreuses parties prenantes. Il a été discuté de diverses politiques adoptées par des agences nationales (et l’UE) qui appliquent des approches de développement fondées sur les droits. Il a également été question du rôle des donateurs en faveur des approches novatrices, et de l’importance de soutenir l’exploration de nouvelles idées et l’apprentissage mutuel. Des questions ont été posées sur la cohérence politique, l’évasion/la fraude fiscale et le retour de «l’aide liée».

La création d’un ***partenariat sur le dialogue social*** servant de «mode d’emploi» du développement économique et social, en particulier à l’égard des politiques du secteur privé, apparaissait comme une proposition à approfondir, à la fois dans le dialogue syndicats-CAD, qui s’inscrit dans le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, et dans les efforts des donateurs individuels, en coopération avec les acteurs concernés. Le dialogue social, comme instrument de gouvernance pour le développement, peut améliorer l’adhésion des citoyens, accroître la responsabilisation, renforcer les politiques nationales et contribuer à une meilleure politique de redistribution. Il s’agit d’un instrument puissant pour favoriser la réconciliation, la reconstruction et la paix sociale.

**Où nous voulons aller à long terme**

* Le dialogue social est perçu comme un élément essentiel du processus de développement durable, d’autant plus que la création de partenariats soucieux de n’exclure personne revêt de plus en plus d’importance;
* Promouvoir le dialogue social en tant que moyen de mise en œuvre des ODD;
* Promouvoir le dialogue social dans les stratégies de développement des donateurs et des gouvernements des pays en développement;
* Allouer des ressources financières spécifiques pour soutenir le dialogue social et les partenaires sociaux dans les pays en développement;
* Limiter la priorité croissante, voire écrasante, que les gouvernements et les institutions internationales accordent au secteur privé en matière de développement, et maîtriser le pouvoir des entreprises dans les politiques de coopération au développement;
* Renforcer les alliances avec les acteurs institutionnels susceptibles de soutenir ce programme au niveau international.

**Résultats attendus à l’issue du prochain Forum syndicats-CAD**

* Lancer le débat avec les membres du CAD sur le rôle que joue le dialogue social dans le développement;
* Présenter et discuter des observations préliminaires à partir de «l’étude axée sur des données factuelles» au niveau national (Indonésie, Brésil et Ghana/Sénégal);
* Créer les conditions propices à l’éventuelle participation de gouvernements favorables (en rassemblant davantage d’informations utiles pour commencer, puis pour faire respecter les recommandations finales dans les instances internationales concernées par le développement);
* Maintenir le dynamisme pour la mise en place systématique d’un dialogue permanent syndicats-CAD.

**Principaux acteurs**

* Les membres du CAD (par exemple le groupe «Amis du travail décent», le gouvernement suédois) et l’UE;
* Les représentant(e)s des gouvernements des pays en développement;
* L’OIT;
* Les employeurs et les institutions de financement du développement des pays donateurs.